



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 29 novembre 2023

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 9 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROGRANULATS

Voie communale
C5
52000 Semoutiers-Montsaon

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 novembre 2023 dans l'établissement EUROGRANULATS implanté Voie communale C5 52000 Semoutiers-Montsaon. L'inspection a été annoncée le 7 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'ouverture.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGRANULATS
- Voie communale C5 52000 Semoutiers-Montsaon
- Code AIOT : 0003014598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROGRANULATS a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes et de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, sur la commune de SEMOUTIERS-MONTSAON (52).

Sa mise en service est imminente.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stockage de déchets inertes
- Situation administrative

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagement du casier recevant des déchets d'amiante lié	Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 31	/	Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bande d'isolement -convention ONF	Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 9	/	Sans objet
2	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 30	/	Sans objet
4	Arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 40	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En application de l'article 20 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux qui stipule qu' « [...] Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. [...] », le présent rapport conclut favorablement à la conformité du site et l'admission de déchets peut ainsi débuter uniquement pour l'alvéole contrôlée. Le projet d'arrêté préfectoral joint rappelle explicitement ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bande d'isolement -convention ONF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Bande d'isolement -convention ONF
Prescription contrôlée : Avant toute mise en exploitation du site, l'exploitant transmet au préfet de la Haute-Marne la convention établie avec l'Office National des Forêts (ONF) démontrant le respect des dispositions de l'article 7 de l'Arrêté ministériel du 15 février 2016.
Constats : L'exploitant a transmis la convention établie avec l'ONF (référence du dossier :CSS_8683_D_CORGEBIN_010) par mail en date du 14 novembre 2023. Cette convention est conclue pour la période du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 30
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des déchets reçus par l'installation
Prescription contrôlée : La plateforme de dépôt de matériaux comporte deux parties : - la partie Sud, pour le stockage de déchets inertes : ISDI - la partie Nord, pour le stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié : ISDND L'ISDND comporte un unique casier indépendant hydrauliquement, comprenant un fond ouvragé et 3 flancs s'appuyant sur les flancs Ouest, Nord et Est de la carrière. Le 4ème flanc est quant à lui réalisé sur le massif d'inertes (ISDI) préalablement constitué en parallèle à l'exploitation de l'ISDND.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le casier ISDND comprendra, à terme, 4 alvéoles. Il a été constaté que seule l'alvéole n° 1 de 4000 m ² est indépendante hydrauliquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Aménagement du casier recevant des déchets d'amiante lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2022, article 31
Thème(s) : Autre, Aménagement du casier recevant des déchets d'amiante lié
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions figurant en partie 6 du dossier technique de l'annexe 3 du dossier de demande d'autorisation environnementale. Ces dispositions sont intégrées au dossier technique prévu à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Constats : L'exploitant a transmis par mail en date du 14/11/2023 le rapport de contrôle interne du 13 novembre 2023 et rédigé par l'organisme SAS ATECEN Environnement. Ce rapport est complété par le rapport (N° 2023/11/E199/V0) dénommé « mission de contrôle extérieur » et rédigé par l'organisme ACG Environnement, de novembre 2023. Ces rapports concernent uniquement la conformité des dispositions réglementaires de l'alvéole n°1 du casier ISDND.

La visite du site et l’instruction du dossier technique ont permis de s’assurer de la fiabilité du dossier établi par l’organisme tiers.
De plus, le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Par conséquent, l'admission des déchets peut débuter dans l’alvéole n°1.
Dans le cas de l’exploitation des autres alvéoles situées dans le casier ISDND, l’exploitant devra respecter l’article 20 de l’arrêté du 15 février 2023 avant tout dépôt de déchets.
Un arrêté préfectoral complémentaire est rédigé en ce sens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 4 : Arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 40
Thème(s) : Autre, Protection du sol, des eaux souterraines et de surface
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l’amiante, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l’état répondant aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le fond des casiers de stockage présente une perméabilité inférieure à 1.10⁻⁷ m/s sur au moins 1 mètre d’épaisseur ; – les flancs des casiers de stockage présentent une perméabilité inférieure à 1.10⁻⁷ m/s sur au moins 0,5 mètre d’épaisseur. <p>La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l’efficacité de la barrière passive. L’étude de stabilité est jointe au dossier de demande d’autorisation d’exploiter.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant a transmis par mail en date du 14/11/2023 un rapport (N° 2023/11/E199/V0) dénommé « mission de contrôle extérieur » et rédigé par l’organisme ACG Environnement, en date de novembre 2023.</p> <p>Ce rapport atteste de la conformité des aménagements de la première alvéole soumise au contrôle extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet